



Conseil économique et social

Distr. générale
24 septembre 2008
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2009

19-28 janvier 2009

Rapports quadriennaux pour la période 2004-2007 des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fondation Antonio Restrepo Barco	2
2. Fondation Acción Familiar	6
3. Aide internationale pour les handicapés	10
4. Coopération internationale pour le développement et la solidarité	12
5. Wold Human Dimension	16

* Les rapports soumis par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1 Fondation Antonio Restrepo Barco

(Statut consultatif spécial octroyé en 2004)

Partie I Introduction

i. Buts et objectifs de l'organisation et principaux domaines d'action

Le principal objectif de la Fondation Antonio Restrepo Barco est de promouvoir le développement éducatif, culturel et technique des enfants et adolescents aux ressources très limitées. Pour réaliser cet objectif, son principal domaine d'action porte sur l'intervention au niveau local par le biais de projets de santé, de protection familiale et d'amélioration des revenus. L'action sociale de la Fondation contribue au renforcement du cadre institutionnel de la démocratie représentative en Colombie et des libertés consacrées par sa Constitution. C'est dans cette perspective que la Fondation encourage la participation du secteur privé dans le domaine social.

ii. Impacts notables et changements importants – élargissement du domaine d'activités

Tout en maintenant intacts ses buts et ses objectifs (de même que la nature de ses activités), la Fondation a étendu son champ d'activités à huit autres régions. Elle est actuellement présente dans 20 départements sur 32. En 2004, ses interventions se limitaient à 12 départements. En outre, la Fondation collabore avec de nouveaux partenaires et alliés ainsi qu'avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, nationales et internationales. Un autre secteur d'expansion de ses activités concerne les anciens combattants qui constituent la cible de nouveaux projets. L'impact de ces changements se traduit par une consolidation des opérations qui reflète la confiance des collectivités, des autres organisations et de l'Etat dans l'expertise, la tradition et la fiabilité de la Fondation en appuyant ses activités de promotion du développement social en Colombie.

Partie II Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

i) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

a. Participation à la 57^e Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales intitulée « Les objectifs de développement du Millénaire : la société civile entre en action », 8-10 septembre 2004, New York, Siège de l'Organisation des Nations Unies. La Fondation a également participé à une table ronde sur les droits de l'enfant, l'éducation et la gouvernance mondiale. Sa présence et sa participation se sont révélées précieuses

pour fournir des orientations sur la voie à suivre en vue de faire participer la société civile à la campagne en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement.

b. Débat plénier commémoratif de haut niveau sur la suite à donner aux textes issus de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, 11-12 décembre 2007, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York. La Fondation a été l'une des 20 ONG invitées à participer aux tables rondes thématiques, en particulier celle consacrée à une éducation de qualité et à la protection des enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la violence. Le Directeur du secteur social de la Fondation a pris part au débat et a participé aux conférences parallèles organisées par plusieurs ONG. Dans ses interventions, il a rendu compte à l'audience de la situation dramatique de milliers de garçons et de filles enrôlés de force dans des groupes armés en Colombie.

c. Séminaire sous-régional sur la mise en œuvre des observations finales du Comité des droits de l'enfant, 28-30 novembre 2005, Buenos Aires, Argentine. La Fondation a participé à différentes tables rondes sur la situation des droits de l'enfant dans différents pays. La présence du Directeur du secteur social était importante, compte tenu de ses campagnes durant l'année 2005 en faveur d'un nouveau Code de l'enfance et de l'adolescence en Colombie, l'une des recommandations du Comité des droits de l'enfant pour ce pays.

ii. Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou avec les institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) : La Fondation a pris part les 19 et 20 novembre 2007 à Bogota à l'Atelier annuel du Haut-Commissariat consacré au suivi de ses recommandations relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire en Colombie. Les représentants de la Fondation ont participé à plusieurs tables rondes pour examiner les progrès accomplis dans l'application de ces recommandations. En leur qualité de membres du secteur des ONG de la société civile colombienne, les représentants de la Fondation ont présenté des arguments, des statistiques et des observations sur les réalisations et les échecs de l'administration colombienne en matière de respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que sur la mise en œuvre du Programme national d'action dans le domaine des droits de l'homme.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : Les projets en cours mis en oeuvre en collaboration avec l'UNICEF portent sur : a) les systèmes de supervision des prestations des organismes collaborant avec l'Institut colombien du bien-être familial, depuis 2004; b) le renforcement et l'habilitation des centres de développement de l'enfant en Colombie depuis 2005; c) la détection des mines antipersonnel dans le centre du département de Magdalena, 2006-2007.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : Les projets en cours mis en oeuvre en collaboration avec le PNUD concernent : a) la promotion des droits des enfants et des adolescents dans la région du Mont Maria pour prévenir leur recrutement illicite par les groupes armés, depuis 2005; b) l'assistance financière du PNUD pour le projet de Table ronde des citoyens sur l'efficacité des politiques publiques visant à empêcher le recrutement illicite des enfants et des adolescents par les groupes armés, depuis 2007.

Organisation internationale pour les migrations (OIM) : Les projets en collaboration avec l'OIM concernent notamment a) la promotion des droits des enfants et des adolescents dans la région du Mont Maria pour prévenir leur enrôlement illicite par les groupes armés, depuis 2005; b) l'élaboration d'un projet d'appui intégral de réinsertion économique et sociale des groupes démobilisés à Sinclajo et Corozal, depuis 2007; c) en collaboration avec l'OIM et l'Agence de presse sur l'enfance, projet de formation des journalistes pour sensibiliser davantage l'opinion sur la prévention du recrutement des enfants et des adolescents par les groupes armés illégaux, depuis 2007.

Organisation internationale du travail (OIT) – Programme international pour l'abolition du travail des enfants : Dans le cadre du Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'OIT, un projet est mené depuis 2005 sur le renforcement des politiques locales pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, ainsi que dans le travail ménager, outre leur enrôlement forcé par des groupes armés.

Pacte mondial : La Fondation compte parmi les signataires du Pacte mondial en Colombie. Elle a participé à sa création dans le pays et fait partie de son comité de soutien. Elle assume également depuis 2004 la responsabilité de promouvoir les principes du Pacte mondial en montrant comment la nature même de la Fondation reflète les principes de responsabilité sociale.

iii. Activités spécifiques à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En vue d'orienter les politiques gouvernementales à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, la Colombie a fixé des objectifs en fonction de sa propre réalité et de ses attentes. Ils sont énoncés par le Conseil national de la politique économique et sociale (CONPES) 91 de 2005 : « Objectifs et stratégies de la Colombie pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement-2015 »¹. À cet effet, la Fondation contribue à leur réalisation en Colombie par le biais des activités ci-après :

Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim : Cible 1 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Actions entreprises : Grâce à ses projets d'activités génératrices de revenus et de création d'emplois bénéficiant en moyenne à 35 000 personnes, la Fondation a appuyé des initiatives mettant l'accent sur le travail productif, le renforcement des organisations locales et régionales ainsi que le développement du processus de développement personnel et collectif visant à améliorer la qualité de vie des populations les plus démunies.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous : Actions entreprises : Le suivi des politiques éducatives fournit une information en retour permettant d'améliorer les mesures étatiques adoptées en vue de réaliser cet objectif. À cette fin, des programmes tels que « L'éducation, un engagement de chacun » ainsi que l'enseignement gratuit ont été promus, notamment en organisant avec le Ministère de l'éducation nationale le Forum sur le droit à l'enseignement gratuit en Colombie, le 10 août 2007, à l'hôtel Tenquemada, à Bogotá, Colombie. Les activités de suivi continuent à l'heure actuelle.

¹ PNUD : Objectifs du Millénaire pour la Colombie, voir <http://odm.pnud.org.co/metast.html>.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :

Actions entreprises : Durant la période à l'examen, grâce à des projets de formation et de renforcement des capacités organisationnelles au bénéfice exclusif de 200 femmes rurales, la Fondation a respecté son engagement de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a fourni de la sorte à ces femmes la formation nécessaire pour qu'elles soient en mesure de construire un projet de vie et mettre en oeuvre un plan leur permettant d'échapper à leur double situation de dépendance et de vulnérabilité.

Objectif 5 : Améliorer la santé en matière de sexualité et de procréation :

Cible 4 : Réduire, entre 1990 et 2015, la progression du pourcentage d'adolescentes déjà mères ou enceintes et maintenir ce taux en dessous de 5 %. Cible 5 : Augmenter, entre 1991 et 2015, le taux de prévalence de la contraception faisant appel à des méthodes modernes dans la population sexuellement active à 75 % et chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans à 65 %.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et la fièvre dengue :

Cible 6 : Réduire le taux de mortalité du VIH/sida enregistré par le Département des statistiques de l'administration nationale durant la période quinquennale de 2010 - 2015 de 20 % en comparaison du taux enregistré durant la période 2005-2010. Actions entreprises : Entre 2004 et 2007, la Fondation a contribué à la formation de plus de 10 000 adolescents en matière de santé de la sexualité et de la procréation et de leur développement personnel en vue d'instaurer une santé sexuelle plus équitable et plus équilibrée, libérée de grossesses non désirées et d'infections sexuellement transmissibles (VIH inclus) grâce à la promotion des droits en matière de sexualité et de procréation, outre une réflexion sur les conceptions de la jeunesse, sur le lien social et le tissu social, en contribuant de la sorte à une diminution de la mortalité liée au VIH parmi les jeunes.

La Fondation n'a pas participé autant que souhaité aux travaux du Conseil économique et social. En dépit de sa participation à différentes conférences et de sa collaboration active avec différentes parties du système des Nations Unies, sa participation aux conférences du Conseil économique et social s'est avérée être moins fréquente, car la plus grande partie des ressources de la Fondation sont utilisées pour mettre en oeuvre des projets de développement assurant la promotion des droits de l'homme parmi les populations les plus démunies et les plus vulnérables de Colombie. Les ressources limitées de la Fondation pour effectuer des voyages dans d'autres pays, pour subvenir aux frais de logement et autres dépenses ne permettent la participation de ses responsables qu'à une seule conférence internationale par an.

2 Fondation Acción familiar

(Statut consultatif spécial octroyé en 2004)

Partie I Introduction

L'objectif de la Fondation est de fournir un appui à l'association et à élargir son champ d'activité pour qu'elle devienne un centre d'excellence en matière de recherche familiale.

Ses principaux buts sont énoncés ci-après :

- a) Renforcer la conviction quant au rôle crucial joué par la famille en matière de bien-être personnel et social;
- b) En encourageant la recherche fondamentale et appliquée, promouvoir la connaissance des facteurs socioéconomiques qui influent sur le comportement et les décisions des familles et qui affectent leur qualité de vie et partant, la société;
- c) Mener des études détaillées et bien étayées en vue de fournir des informations exactes aux décideurs, aux travailleurs sociaux et aux organisations concernées par la famille ainsi qu'aux médias nationaux et internationaux;
- d) Analyser et évaluer l'impact des politiques familiales dans toutes leurs dimensions, notamment d'éducation et de protection sociale, pour proposer des alternatives novatrices, le cas échéant;
- e) Encourager les débats scientifiques sur les questions liées à la famille et sur la façon de placer la famille au cœur des décisions.

Partie II Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Les activités menées par la Fondation ont contribué aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) :

Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

Cible 2 : Assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Objectif 6 : D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle.

Les principaux domaines d'intérêt de la Fondation en matière de recherche portent sur tous les problèmes susceptibles d'affecter la famille en tant qu'institution dans le contexte hispanique. Ils comprennent notamment :

a) La mesure de **la pauvreté**, la détermination de ses causes et les solutions potentielles (objectif 1). L'absence d'un niveau minimal d'éducation en est l'une des causes récurrentes (objectif 2) ou les conditions faites aux migrants ou l'état de santé (objectif 6);

b) **La conciliation** entre vie familiale et travail professionnel (montrant que ce problème affecte en premier lieu les femmes et les inégalités salariales entre les sexes (objectif 3).

Tous ces thèmes de recherche sont également inspirés par le travail empirique (action sociale) de l'ONG. Parmi ses activités, elle mène notamment un programme de formation d'éducation familiale sur la conciliation entre vie familiale et professionnelle, outre un programme d'orientation pratique d'éducation familiale (objectifs 2 et 3) ainsi qu'un programme destiné aux adolescents sur les nouveaux défis, visant à prévenir la consommation et l'abus de drogue et d'alcool et à les sensibiliser à leurs effets (notamment le manque d'éducation, le VIH et la pauvreté) (objectifs 1 et 6).

Les principaux instruments utilisés par la Fondation pour diffuser largement l'information, mener et faire connaître ses activités, se répartissent en trois sections :

1. **La section Recherche** qui rassemble toutes les activités visant à appuyer, promouvoir et concevoir des projets de recherche dans les domaines d'impact social important. Ces projets sont élaborés par des chercheurs de disciplines différentes, notamment l'économie, la sociologie, le droit, la pédagogie et l'éducation, issus d'universités espagnoles et étrangères (Chili, Mexique et République dominicaine).

2. **La section Education et formation** dont l'objectif est de sensibiliser l'opinion aux résultats de la recherche au moyen de conférences, de cours, de séminaires et de publications en vue d'approfondir les connaissances des personnes oeuvrant en faveur des familles. La formation se veut multidisciplinaire et s'adresse à des groupes différents : école des parents, groupe d'immigrants, jeunes et adolescents. Cette section est subdivisée en deux secteurs :

a) **L'enseignement universitaire.** Ses groupes cibles sont le corps enseignant, les chercheurs, les étudiants ainsi que des personnes provenant de disciplines diverses intéressées par les questions familiales : sociologues, économistes, avocats, industriels, responsables des ressources humaines, etc. L'objectif poursuivi est de fournir un enseignement théorique tout en s'appuyant sur des matériels pédagogiques en vue de faciliter l'application de cet enseignement.

b) **L'orientation familiale et la formation.** Des conférences, des séminaires et des ateliers ainsi que les cours sont organisés en vue de prodiguer des lignes directrices aux travailleurs sociaux ainsi qu'aux membres d'institutions en contact direct avec les familles, aux enseignants du cycle secondaire et de l'enseignement technique chargés de l'éducation familiale ainsi qu'aux parents des deux sexes intéressés à améliorer leurs capacités pédagogiques.

3. **Le secteur d'appui.** Il poursuit un double objectif : prodiguer toutes les informations susceptibles d'être utiles pour faire progresser les connaissances sur la famille et mener sur commande des études, des projets, des évaluations ainsi que des recherches tant pour le secteur public que privé. Les activités du secteur d'appui comprennent notamment des avis consultatifs sur l'application de politiques

familiales, la conception de programmes en faveur des familles, l'évaluation des résultats des politiques en faveur des familles, des femmes, la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale et le règlement des différends, etc.

Activités et résultats obtenus 2004 – 2007

1. Prix junior de recherche sur la famille

Activités : a) durant la période à l'examen, ce prix annuel a été décerné quatre fois (2004, 2005, 2006 et 2007; b) publication de quatre livres et diffusion de huit documents de travail en PDF sur le Web.

Résultats obtenus : Dans le cadre de leur participation au concours pour le prix, 86 jeunes ont soumis leurs propres travaux sur la famille. Les candidats provenaient de 14 universités espagnoles et de trois universités étrangères (Mexique, Belgique et Argentine). Les disciplines étaient variées (psychologie, conduite des affaires, économie, droit, sciences politiques, médecine, etc.).

2. Rapport annuel de la Fondation Accion Familiar

Activités : a) Cinq études distinctes ont été publiées en 2004, 2005, 2006 et 2007. Une collection de livres Acción Familiar a été lancée; b) des professeurs de neuf universités et d'organisations publiques et privées, tant étrangères qu'espagnoles, ont participé à ces travaux (Institut Max Planck pour la recherche démographique, Institut d'études économiques, Banque centrale européenne, Institut espagnol d'études fiscales).

Résultats obtenus : Large diffusion auprès des bibliothèques et des librairies. Consolidation de l'image de la Fondation auprès de ses publics-cibles.

3. Observatoire de la famille

Activités : a) Publication d'un bulletin mensuel d'information (virtuel); b) Publication de 13 documents de travail en PDF (*Documentos Acción Familiar*), publication en ligne de l'Annuaire statistique de la famille 2005 et 2006; c) Lancement d'observatoires de la famille à Murcie (21 février 2007), en Espagne (1er janvier 2004) et à Vizcaya (1er juin 2006).

Résultats obtenus : Le bulletin compte 4 100 abonnés provenant de six pays d'Amérique latine (Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et République dominicaine), ce qui constitue la meilleure preuve de l'utilité de l'information offerte. La collection des documents de travail d'Acción Familiar permet à la Fondation de disposer d'un instrument pour faire connaître ses propositions. Jusqu'à présent, 13 documents ont été publiés et différents travaux en provenance d'universités espagnoles et étrangères ont été soumis pour publication. Ceci constitue un indicateur important de l'intérêt porté au contenu de la collection.

4. REDFAM- Recherches interuniversitaires sur la famille

REDFAM vient de l'espagnol (combinaison du mot RED qui signifie réseau et de FAM pour famille) et constitue un lieu de rencontre interdisciplinaire pour tous ceux qui font des recherches sur la famille. Le réseau encourage le débat sur les problèmes liés à la famille ainsi que sur la recherche de solutions.

Activités : a) Diffuser l'information sur Internet en vue de servir de point de rencontre pour tous les chercheurs sur la famille; b) créer des groupes d'experts dans les différents domaines de recherche sur la famille.

Résultats obtenus : 72 chercheurs et enseignants de différentes universités et d'institutions espagnoles et étrangères représentant diverses disciplines se sont déjà inscrits.

5. Chaire sur les politiques familiales (Université Complutense)

Activités : a) Accord avec l'Université Complutense, Madrid, (19 juin 2006), grâce à un financement de la Fondation Gondra Barandiarán. Constitution d'un groupe de recherches (11 chercheurs à l'heure actuelle); b) 75 étudiants inscrits pour 2005-2006 et 120 pour 2006-2007; c) 50 heures de cours à l'École latino-américaine de l'Université Complutense, Université de Puebla, Mexique (25 - 29 septembre 2006); 25 heures de cours en République dominicaine à l'Université catholique de Saint-Domingue (4- 8 juin 2007, 23-27 juillet 2007, 17-21 septembre 2007); participation à un séminaire international en République dominicaine (31 mai-1^{er} juin 2007).

Résultats obtenus : Les deux manuels d'enseignement, publiés dans la collection Acción Familiar, serviront à d'autres universités et instituts, qui auront ainsi à leur disposition un texte de référence qui n'existait pas jusque-là. Cette initiative renforcera encore l'image de la Fondation et permettra de mieux faire connaître son plaidoyer et ses activités. La création de la chaire a facilité la reconnaissance officielle par l'Université Complutense du Groupe de recherches sur les politiques familiales (le premier et le seul), composé de 11 professeurs provenant de différentes universités.

6. Activités spéciales

Activités : a) Prestations de services : évaluation du programme en faveur de la famille du Ministère du travail et des affaires sociales; élaboration d'une esquisse de programme en faveur de la famille pour la région de Murcie (janvier 2006); élaboration d'un Guide destiné aux familles (janvier 2006); élaboration d'une liste de programmes en faveur de la famille pour la Communauté de Madrid (juin 2006); élaboration d'un programme en faveur de la famille, de l'enfance et de l'adolescence pour la ville de Madrid (juin 2006); lancement de l'Observatoire de la famille pour la région de Murcie (21 février 2007) et Vizcaya (1er juin 2006); b) accords avec l'Université Complutense, l'Université Deusto, la Fondation Raphaël del Pino, la Fondation Gondera Barandiarán, la Communauté de Madrid, le Ministère du travail, etc., c) membre du «Intergrupo de Familia de la Union Europea»; d) soumission au Parlement européen d'un rapport sur diverses mesures en faveur de la famille (mai 2005).

Résultats obtenus : a) Obtention de fonds par la Fondation; b) influence accrue dans le domaine des politiques familiales.

3

Aide internationale pour les handicapés

(Statut consultatif spécial octroyé en 2004)

Partie I

Introduction

L'objectif primordial d'Aide internationale pour les handicapés est la rééducation des personnes handicapées démunies dans les zones de combat du monde entier, notamment grâce à la prothèse de Jaipur, un membre artificiel conçu et développé en Inde, particulièrement appropriée pour les victimes de mines terrestres et autres personnes amputées en Asie et en Afrique. Cette prothèse est légère, facile à fabriquer et permet de s'accroupir, de rouler à bicyclette et d'effectuer tous les travaux agricoles, éléments essentiels dans les pays en développement. L'importance accordée à ces questions par l'organisation est due au fait qu'il y a des dizaines de milliers de personnes amputées alors que l'accès aux prothèses est rare.

Sa méthodologie consiste, dans un premier temps, à organiser des camps mobiles dans des zones avec un grand nombre de personnes amputées. Un enseignement de base en technologie des prothèses y est dispensé à un personnel semi-qualifié pour qu'il soit en mesure, à la fin du camp, d'effectuer des réparations sommaires des prothèses et de les ajuster. Dans une seconde phase, des centres permanents sont mis en place pour la rééducation des personnes handicapées. Les bénéficiaires sont informés par la presse, la radio et la télévision des soins gratuits offerts dans ces camps. Chaque bénéficiaire sans exception est d'abord mis en contact avec un conseiller à la fois pour atténuer le traumatisme qui accompagne inévitablement la perte d'un membre et pour lui faire accepter la solution de la prothèse. L'approche psychologique pour une affliction physique est indispensable pour qu'une personne amputée accepte une prothèse et se sente ensuite confortable avec celle-ci. Des techniciens et des orthopédistes prennent des mesures exhaustives et précises pour fabriquer les prothèses. La phase d'ajustage est tout aussi cruciale, car les personnes amputées doivent apprendre à utiliser la prothèse et à l'entretenir. Elles sont également astreintes à des séances de physiothérapie, à l'apprentissage de la marche et aux techniques de musculation afin de permettre un ajustement confortable de la prothèse.

Activités durant la période 2004-2007 :

1. Kaboul, (Afghanistan) : La guerre de libération en Afghanistan a sans doute apporté la liberté et la fin de l'oppression, mais elle a également laissé dans son sillage des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont perdu une jambe, voire les deux en raison de l'explosion de mines terrestres. Ils sont nombreux tandis que les établissements de rééducation sont rares. L'Aide internationale pour les handicapés est entrée en scène et a organisé deux camps à Kaboul. Plus de 1 000 prothèses ont été placées. Certains des bénéficiaires venant de villages de l'intérieur du pays, ont attendu ce jour durant des années.

2. Khartoum (Soudan) : L'Aide internationale pour les handicapés, en association avec une importante société indienne spécialisée dans les forages pétroliers, dispose d'un centre d'appareillage à Khartoum. Il est dirigé par un technicien indien

chevronné, envoyé par l'Aide qui fait venir de l'Inde tout le matériel nécessaire. Depuis sa fondation, le Centre a permis la réadaptation de 6 000 bénéficiaires. À partir de sa base à Khartoum, la prothèse de Jaipur est également disponible dans des centres au Sud du Soudan pour répondre aux besoins en l'absence de tout autre centre de rééducation. .

3. Nairobi (Kenya) : L'Aide internationale pour les handicapés fournit du matériel et une assistance technique au Centre de prothèse Jaipur sis à Nairobi. Une proposition est à l'étude en vue de renforcer la gestion et les capacités techniques de ce centre pour qu'il puisse desservir un plus grand nombre de patients et ainsi diminuer aussi le coût unitaire des prothèses.

4. Du matériel indien a également été distribué dans des petits centres d'appareillage de prothèses Jaipur au Ghana, au Malawi, au Nigeria, en Ouganda et en Zambie.

5. En Inde, en association avec le Ratna Nidhi Charitable Trust, l'Aide Internationale pour les handicapés organise des camps mobiles à travers tout le pays pour placer des prothèses Jaipur, des appareils orthopédiques ainsi que des tricycles, des béquilles et des fauteuils roulants. Plus de 60 000 bénéficiaires ont ainsi bénéficié d'une réadaptation durant cette période de trois ans. Cette action se poursuit. Des camps ont été organisés à Mumbai, Shirdi, Nashik (Maharashtra), Dharamsala, Harmipur, Shimla (Himachal Pradesh), Jammu, Katra (État du Jammu-et-Cachemire), Leh et Kargil (région du Ladakh, État du Jammu-et-Cachemire), Guntur (Andhra Pradesh), Sankeshwar, Sayla, Vijapur, Valsad, Bhuj (Etat du Gujarat), Salem, Trichy, Madurai, Cuddalore (Tamil Nadu), Rajgir (Bihar), soit pratiquement sur toute l'étendue du territoire.

6. Durant la période 2004-2007, l'Aide en association avec le Ratna Nidhi Charitable Trust a créé deux centres fixes à Dharamsala (dans les Himalayas) et à Guntur (au sud de l'Inde), en sus du Centre existant de Mumbai.

Participation aux activités du Conseil économique et social

L'Aide internationale pour les handicapés a toujours manifesté un vif intérêt pour les activités du Conseil économique et social et a apporté des contributions à ses publications.

Le Directeur du Trust, M. Mahendra G. Metha, a participé aux réunions tenues à New York et a entamé des dialogues sur des sujets d'intérêt commun avec les représentants de divers pays.

L'Aide internationale pour les handicapés a également présenté le récit d'une réussite qui a été incorporé dans les déclarations des ONG au débat de haut niveau du Conseil économique et social de 2006.

4 Coopération internationale pour le développement et la solidarité

(Statut consultatif général octroyé en 2007)

Partie I Introduction

Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE) est un réseau de 16 organisations catholiques pour le développement qui collabore avec des organisations et des partenaires sur tous les continents dans les domaines du plaidoyer et du lobbying, des programmes de développement, de paix et de conflit, de l'éducation au développement, de campagnes et de collecte de fonds. Depuis son dernier rapport (2000-2003), un nouveau cadre stratégique présente les orientations majeures de la CIDSE pour la période 2005-2008. Ses statuts ont été actualisés en 2006 pour les rendre conformes à la nouvelle législation belge sur les associations sans but lucratif tandis que le réseau a fait l'objet d'un reclassement en 2007 du statut consultatif spécial au statut consultatif général du Conseil économique et social. Durant la période 2004-2007, les activités à l'appui de l'Organisation des Nations Unies ont porté principalement sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le financement du développement, la gouvernance mondiale, la sécurité alimentaire, le commerce et les droits de l'homme. La CIDSE a participé aux sommets et conférences sur ces thèmes tout en facilitant également la participation de ses partenaires du Sud à ces réunions. Elle a publié des documents de politique générale, organisé des conférences parallèles et participé à des activités de sensibilisation en coopération avec d'autres organisations internationales. Faire campagne à l'appui des activités de sensibilisation de la CIDSE constitue un nouveau domaine d'activités.

Partie II Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

2.1 Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies :

Quarante-deuxième session de la Commission du développement social (New York, 4-13 février 2004) : déclaration écrite « Demande de réexamen au fond et à haut niveau de Copenhague 10 »; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : Auditions consacrées à la société civile dans le cadre des préparatifs de la CNUCED XI (Genève, 23 février 2004) : déclaration orale; CNUCED XI (Sao Paulo, Brésil, 13-18 juin 2004) : envoi d'une délégation.

Auditions officielles sur le financement du développement avec des représentants de la société civile (New York, 22 mars 2004) : participation à la Table ronde n° 1 : « Cohérence du système financier international à l'appui du développement ».

Soixantième session de la Commission des droits de l'homme (Genève, 15 mars-23 avril 2004) : participation et présentation du document « Normes des Nations

Unies sur la responsabilité en matière des droits de l'homme des entreprises transnationales et autres entreprises ».

Participation à la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la CNUCED. (New York) :

26 avril 2004 : « Cohérence, coordination et coopération dans le cadre de l'application du Consensus de Monterrey »; participation aux Tables rondes officielles « Viabilité et allégement de la dette » et « Rôle des institutions multilatérales dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement »

18 avril 2005, Déclaration : « Atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire », et participation à deux Tables rondes consacrées aux politiques et stratégies : l'une sur le thème « Mobilisation des ressources nationales et objectifs du développement », l'autre co-organisée comme activité parallèle, sur les « Sources novatrices de financement pour le développement ».

16 avril 2007 : co-organisation de la Table ronde du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies : implications pour l'Organisation des Nations Unies et les autres institutions de développement multilatéral.

Trente-deuxième session de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : participation au « Forum spécial sur la sécurité alimentaire mondiale » (Rome, 30 octobre-4 novembre 2006), et publication de l'ouvrage « Land is life- The Millenium Development Goals and Southern Countries » (Land is Life : les objectifs du Millénaire pour le développement et les pays du Sud).

Participation à la Réunion du Groupe d'experts de la CNUCED sur « Les investissements directs étrangers dans le secteur des ressources naturelles » (Genève, 20-22 novembre 2006) ainsi qu'à la Réunion du Groupe spécial d'experts « Biofuels : Trade and Development implications of present and emerging technologies » (Biocarburants : incidences sur le commerce et le développement des technologies actuelles et en émergence). (Genève, 19 juin 2007).

Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO), Forum pour le développement de la société civile (Genève, 28-30 juin 2007) : co-organisation des ateliers sur « Le financement de l'aide » ainsi que sur « L'efficacité de l'aide »; Débat de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement (New York, 23-24 octobre 2007) : déclaration écrite « From Monterrey to Doha : the way forward » (De Monterrey à Doha : aller de l'avant) et organisation d'un débat parallèle sur des questions choisies du financement du développement : transferts de capitaux Sud-Nord et recherche de nouvelles sources de financement (22 octobre 2007).

Autres activités

Appui au dialogue de l'ensemble des parties prenantes du Bureau du financement du développement sur le thème de la « Dette souveraine et développement durable », réunion avec le Bureau du financement du développement à New York (septembre 2004); Réponse des ONG au document de synthèse « Considérations stratégiques

sur la façon de gérer la dette publique au service du développement durable » (décembre 2004); participation au Séminaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Département des affaires économiques et sociales (DESA) sur la « Viabilité de la dette et les objectifs du Millénaire pour le développement » (New York, 30 octobre 2006), Lettre au Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, (octobre 2004). Activités de plaidoyer et interventions en faveur de la participation de la société civile au Sommet de 2005 (novembre 2004) et les modalités de la Conférence de Doha de suivi sur le financement du développement, (novembre 2007). Suivi des débats officiels sur la réforme de l'Organisation des Nations Unie du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement : « Contribution au Service de liaison de l'ONU avec les organisations non gouvernementales : appel à commentaires (juillet 2006), exposé à une conférence organisée par la Direction du développement et de la coopération (Berne, septembre 2007). Appui au processus d'Helsinki pour une gouvernance mondiale efficace : participation aux réunions tenues en Malaisie (mai 2007) et en République-Unie de Tanzanie (novembre 2007).

Documents de politique générale : « À comprehensive debt workout for poor countries with international fair and transparent arbitration procedures » (Aménagement global de la dette des pays pauvres au moyen d'une procédure internationale d'arbitrage équitable et transparente) (2004); International finance facility : right questions, insufficient responses » (Une instance internationale de financement : les bonnes questions, des réponses insuffisantes » (2004); « Redistribution through innovative measures : a currency transaction tax » (Redistribution au moyen de mesures novatrices : une taxe sur les transactions en devises) (2004); « Working towards progressive Global Governance » (Vers une gouvernance mondiale par étapes progressives) (2004); « Long due Reform? The International Monetary Fund, the World Bank and Global economic Governance 60 years later » (Une réforme trop tardive? Le FMI, la Banque mondiale et la gouvernance mondiale de l'économie 60 ans après) (2005); « New resources for development » (Nouvelles ressources pour le développement) (2005); « A human development approach to debt sustainability » (Une approche axée sur le développement humain à l'égard de la viabilité de la dette (2006), citée dans le rapport du Secrétaire général « Mise en œuvre et suivi des textes issus de la Conférence internationale sur le financement du développement »; « A human development approach to preventing new cycles of debt » (Une approche axée sur le développement humain visant à éviter un nouveau cycle d'endettement (2007).

2.2. Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège : étroite collaboration avec le Bureau du financement du développement du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

2.3 Initiatives engagées par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement

Contribution à la réunion des Nations Unies avec les représentants de la société civile, Réunion plénière de haut niveau, (New York, 24 janvier 2005). Participation aux consultations officieuses de l'Assemblée générale avec les représentants de la

société civile dans le cadre des préparatifs du Sommet mondial (New York, 23-24 juin 2005); Intervenant pour le Groupe 4 sur le renforcement de l'Organisation des Nations Unies, deux partenaires ont été choisis comme participants actifs dans deux autres groupes; commentaires sur le rapport du Secrétaire général « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous » (avril 2005), Sommet mondial, 2005 (New York, 14-16 septembre 2005) : envoi d'une délégation et présentation d'une déclaration orale sur la nécessité d'un véritable partenariat pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Sensibilisation de l'opinion : Table ronde sur les objectifs du Millénaire au Forum Social mondial (Mumbai, 18 janvier 2004); distribution du document sur la campagne internationale en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire à la cinquante-septième Conférence annuelle du Département de l'information de l'ONU pour les organisations non gouvernementales « Les objectifs de développement du Millénaire : la société civile entre en action ». (New York, 8-10 septembre 2004). Organisation d'une manifestation parallèle sur les Nations Unies, le FMI et les OMD à l'occasion de la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information de l'ONU pour les ONG. (New York, 9 septembre 2005). Activités de plaidoyer et campagnes de sensibilisation : Campagne de 2005 de la CIDSE axée essentiellement sur l'objectif 8 des OMD : lancement de la campagne au Forum social mondial à Porto Alegre, Brésil, (janvier). Campagne de plaidoyer des évêques des pays du Sud appuyée par la CIDSE, Fonctionnaire de la CIDSE à l'ONU à New York pour 6 mois, membre de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, activités de plaidoyer basées sur les documents ci-après : : « La justice, pas la charité, recommandations aux bailleurs en prélude au Sommet du G-8 »; « More than a Numbers' Game? Ensuring that the Millennium Development Goals address Structural Injustice » (Davantage que jongler avec les chiffres, s'assurer que les objectifs du Millénaire pour le développement s'attaquent aux injustices structurelles) , Europe: A True Global Partner for Development? CIDSE Shadow Report on European Progress towards Millennium Development Goal 8", (L'Europe: véritable partenaire pour le développement, Rapport parallèle de la CIDSE sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 8) "CIDSE benchmarks for the World Summit 2005". (Bases de référence de la CIDSE pour le Sommet mondial de 2005) Follow-up campaign "Make Aid Work" (2007). (Campagne de suivi : rendre l'aide efficace, (2007)).

5 World Human Dimension

(Statut consultatif spécial octroyé en 2000)

Partie 1 Introduction

La World Human Dimension (WHD) a été créée en 1990 et enregistrée comme fondation à but non lucratif par le Ministère de la justice de la Fédération de Russie. En 1999, elle a été enregistrée sous la nouvelle législation sur les organisations non gouvernementales (ONG). Les buts et objectifs de WHD de même que la nature de ses activités, sont restés pratiquement identiques. Ses objectifs, tels qu'énoncés dans sa Charte, sont les suivants : consolidation du rayonnement intellectuel de ses membres par la mise en œuvre de programmes et de projets visant à promouvoir à l'échelle du pays la réalisation d'une société économiquement et socialement développée, fondée sur la primauté du droit. Ses activités sont essentiellement localisées dans la Fédération de Russie.

Partie II Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

Des représentants de World Human Dimension participent aux conférences annuelles du Département de l'information (DPI) de l'ONU pour les organisations non gouvernementales : **2004** : Cinquante-septième Conférence annuelle de DPI pour les ONG, New York, Etats-Unis d'Amérique, 8-10 septembre, « Les objectifs de développement du Millénaire : la société civile entre en action »; **2005** : Cinquante-huitième Conférence annuelle de DPI pour les ONG, New York, Etats-Unis d'Amérique, 7-9 septembre, « Reconstruire les sociétés après un conflit : une responsabilité partagée », **2006** : Cinquante-neuvième Conférence annuelle de DPI pour les ONG, New York, Etats-Unis d'Amérique, 6-8 septembre, « Forger des partenariats efficaces au service de la sécurité humaine et du développement durable : Une tâche inachevée »; **2007** : Soixantième Conférence annuelle de DPI pour les ONG «Le changement climatique : en quoi il nous concerne tous », New York, Etats-Unis d'Amérique, 5-7 septembre. **Activités de suivi** : La WHD a organisé une table ronde sur le thème des incidences néfastes possibles du changement climatique, Moscou, Fédération de Russie, 17 novembre 2007. La Table ronde a été organisée en coopération avec l'ONG Global Environment Safety and Development (Sécurité de l'environnement mondial et développement).

i) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

1. Les 29 et 30 janvier 2004, la WHD a participé à la Conférence « Aid and Trade » Genève, Suisse, pour la troisième année consécutive. La Conférence Aid and Trade Europe était consacrée au thème « Aide intégrée et solutions pour le développement-- le rôle du secteur privé ».

Activités de suivi : La WHD a financé la publication de matériels sur l'action humanitaire de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sur le rôle de l'aide internationale et des foires commerciales dans les programmes internationaux de secours d'urgence. Elle a ensuite organisé à Moscou, Fédération de Russie, les 15-16 octobre 2004, des séances d'information à l'intention du monde des affaires russe sur la manière de traiter des affaires avec le système des Nations Unies.

2. Le représentant de la WHD a assisté à la douzième session de la Commission du développement durable, tenue à New York, Etats-Unis d'Amérique, 14-30 avril 2004.

3. Le représentant de la WHD a également assisté à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, États-Unis d'Amérique, 28 février-11 mars 2005).

4. Le représentant a également présenté un exposé à la radio de l'ONU dans le cadre du programme consacré aux enfants ayant des besoins spéciaux. Il a procédé à une analyse comparée de la situation avec les groupes vivant dans des circonstances spéciales dans la Fédération de Russie, l'ancienne Union soviétique et en Europe, (New York, Etats-Unis d'Amérique, 28 septembre 2005.

5. La WHD est particulièrement fière d'avoir mené à bien un projet répondant aux objectifs fixés par la résolution 48/96 de l'Assemblée générale de décembre 1993, « Règles pour l'égalisation des chances des handicapés » : Durant la période à l'examen, la WHD a financé un projet de base de données du langage des signes d'accès à Internet pour améliorer la communication à travers le monde entre personnes malentendantes ou sourdes. Le projet a recueilli un large appui international.

ii) Coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées

1. En 2004, la WHD a commencé à promouvoir un programme d'internes dans les organes et organismes des Nations Unies à l'intention des ressortissants russes.

2. Le projet de la WHD sur la responsabilité sociale des entreprises au sein de la Fédération de Russie et à l'étranger, assisté par l'UNESCO, a repris en septembre 2007.

iii) Activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La WHD a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la partie centrale de la Fédération de Russie ainsi qu'au Nord Caucase. Les activités majeures menées au cours de la période à l'examen portent notamment sur les objectifs énumérés ci-après:

Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim : Programmes d'alimentation pour les groupes à faible revenu : 8100 personnes;

- Trousses de médicaments pour les pensionnés: 6400 personnes.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous :

- Salles de classe complètement équipées à Beslan, Fédération de Russie : 24;
- Défaillants de l'enseignement fréquentant à nouveau l'école : 540

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : La part des femmes employées par l'organisation est environ 4 pour 1, soit 32,8 %.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile : Placements des enfants orphelins dans des familles d'accueil ou des orphelinats : 320

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle : Le personnel féminin de l'organisation est au bénéfice d'une assurance-maladie spéciale : 32

Objectif 7 : Assurer un environnement durable : Systèmes de contrôle de la qualité de l'eau potable mis en place et entretenus dans le cadre du programme de surveillance de l'environnement : 6

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement : L'organisation maintient des relations de travail avec diverses ONG nationales et internationales ainsi qu'avec des entreprises du secteur privé : 129

Partie III

Activités à l'appui de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies : point relatif au Dialogue entre les civilisations

La question du dialogue entre les civilisations a été débattue lors du Forum économique « Russie-Asie-Région du Pacifique : vers un partenariat stratégique et un dialogue entre les civilisations » organisé à Moscou le 9 octobre 2006. Le Président de la WHD est l'un des conférenciers invités.

Au mois de mai 2007, la WHD a lancé un programme (séminaires, tables rondes et publications) sur le dialogue entre les civilisations. Divers spécialistes de l'Est et de l'Ouest ont été invités à contribuer au projet, notamment quelques anciens fonctionnaires de l'ONU ayant travaillé sur ces questions. La première phase du projet (une table ronde tenue à Moscou le 15 octobre 2007) a été consacrée aux rapports Est-Ouest, notamment entre la Fédération de Russie et les Etats-Unis d'Amérique après 1991.

Partie IV

Coopération avec les ONG nationales et internationales

La WHD est membre du groupe d'ONG reconnues par le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Elle est également membre de la section des ONG de la Chambre de commerce américaine auprès de la Fédération de Russie. Jusqu'en 2006, la WHD était membre du Conseil des ONG de la Douma de la Fédération de Russie. En tant que membre de ce Conseil, elle a pris part aux conférences organisées sous son égide, : « Coopération entre les Etats baltes et la Communauté d'Etats indépendants dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation », Saint Petersburg, Fédération de Russie, 16 novembre 2005; « Dialogue entre le Gouvernement et la société civile : garantir les droits sociaux », Moscou, Fédération de Russie, 15-16 septembre 2006.

Le 15 février 2007, la WHD a pris part à la réunion des ONG tenue au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie pour examiner les différentes formules d'interaction entre la communauté des ONG au sein de la Fédération de Russie et le Ministère des Affaires étrangères à propos des questions de politique internationale.

En 2004-2005, la WDH a assumé la coordination du programme d'assistance humanitaire en faveur des écoliers de Beslan suite aux tragiques événements de septembre 2004. Ce programme, mené avec le Lions 'club international, est devenu un exemple de la coopération avec la communauté d'ONG internationales. En janvier 2006, le Président de la WHD a reçu une distinction nationale en sa qualité de coordinateur du programme.
